



Compte rendu visioconférence DGFIP du 29 mars 2021

Propos introductifs du DG :

Actualité : situation DGFIP des derniers jours

L'épidémie franchit un cap à la DGFIP comme dans l'ensemble du pays, on est monté à 200 cas recensés en fin de semaine et sur la quatorzaine le chiffre dépasse les 300. Le décès d'un collègue a été signalé il y a quelques jours.

Télétravail : les choses ont bougé : on est monté à un stade jamais atteint : 45 000 agents sur la dernière semaine, soit un taux qui dépasse les 35 % quotidiennement. Sur les départements qui étaient à surveiller, l'évolution est entre 5 et 15 points (quelques exemples : Aisne 29 % à 36 % ; Alpes Maritimes 34 % à 42 %, Eure 28 % à 32 %, Paris 25 % à 34 %...).

La mobilisation a été collective (directeurs chefs de services et agents). Le rappel des règles, l'accentuation de la pression sur le reporting et la recrudescence des cas ont fait grimper ces indicateurs. Il semble que ce soit la perception d'un danger plus présent qui soit le facteur décisif de l'augmentation. C'est la peur qui fait réagir.

Campagne IR : Elle continue à se préparer selon le mode annoncé : niveau d'équipement adapté pour faire une campagne dans les meilleures conditions d'accueil, sans risque pour les usagers et agents : Accueil sur RV à privilégier si difficultés et si plus de tension sur l'accueil tout venant pour éviter les queues. Doper l'accueil à distance (numéro unique auquel les services participent).

Réunion faite avec les N°1 des 3 nouveaux départements qui ont basculé AUBE, NIÈVRE, RHÔNE et DIRCOFI et DISI concernés par ces départements.

Suivi quotidien des conditions sanitaires : progression journalière, mise en place de la détection de circulation du virus pour mesures de sauvegarde.

Intervention de la CGT

Taux de Télétravail : La CGT se félicite de l'augmentation des taux dans les conditions actuelles, ce qui prouve qu'il y avait des marges de progression. Néanmoins, elle rappelle que cela doit toujours se faire sur la base du volontariat, surtout face aux pressions de certains chefs de services qui nous sont signalées.

Télétravail et restructurations : les flex offices se multiplient. On demande aux agents de choisir via des plans, pour savoir s'ils veulent rester en TT ou autre. La CGT rappelle qu'elle demande l'arrêt des restructurations et que le sujet des flex offices n'a jamais été abordé dans les discussions lors des GT sur le TT.

ASA : face à la multiplication des fermetures de classes, d'école, de crèches et d'indisponibilité des assistances maternelles signalées en nombre ce WE, il est nécessaire de faire un message au réseau pour rappeler les règles : pas de télétravail si garde d'enfants ! Les agents doivent être en ASA !

Confinement et restauration : on nous signale que dans certaines directions les remboursements de frais sont refusés, au motif qu'il existe une cantine ouverte à 1 heure ou ½ heure à pied. Par ailleurs on s'interroge sur le fait que certaines restent ouvertes et pas d'autres.

Campagne IR : Vous indiquez que la préparation de la campagne continue, or des inquiétudes des agents du 66 remontent sur le manque d'information pour l'organisation de la campagne et de l'accueil. Une pétition circule au sein des services en ce sens.

Réponses de la direction générale

Plan de continuation d'activité (PCA) : ce n'est pas une décision qui dépend de la DGFIP. Le président sera pragmatique. Ce matin Bruno Lemaire disait qu'à ce stade la liste des commerces ouverts ne change pas. De même les services publics continuent à être ouverts et offrir l'intégralité des services. Nous avons actualisé notre PCA il y a quelques semaines, les options sont prêtes si nécessaire.

Vaccination et accueil : cela fait partie des priorités au niveau ministériel, le sujet est le niveau des doses disponibles. Pour le MFR cela va prendre son envol bientôt mais il faut des doses et cela doit se faire en respectant les priorités de santé.

ASA : le principe c'est TT mais il y a des cas avec ASA : le TT n'est pas envisageable, en cas de fermetures des écoles et compte tenu de la situation des 2 parents. Les règles vont être rappelées.

Fond de solidarité (FDS) et anonymat des réponses par e – contact. La direction générale va expertiser mais demande à faire remonter les messages violents pour savoir ce que subissent les agents (mises en causes violente, menaces ou relais sur les réseaux sociaux).

On va refaire le point la semaine prochaine sur les appuis pour aller vers la campagne IR en tenant compte des collègues qui veulent se décharger des sujets « entreprises ».

Réduire les réunions et groupes de travail : la vie continue, on pourra revoir le calendrier mais on demande aux agents de travailler comme si c'était normal, donc c'est difficile en affichage.

Restauration : faire part des situation concrètes, pour évaluer l'état des lieux général et savoir ce qui est ouvert et fermé, pour évaluer les difficultés.

Approvisionnement en matériel : SPIB 2B va réapprovisionner en masques et gel. L'enquête hebdomadaire sur le nettoyage n'a pas montré de signalements à ce stade. Les nouvelles livraisons de micros sont en train d'arriver. Les directeurs ont accès à des marchés pour commander des téléphones portables et des clés 4G, quand c'est nécessaire.

HMI nationale : techniquement difficile à mettre en œuvre, 2 dates pour les HMI locales. Quel système va être utilisé ? L'audio est plus facile à mettre en œuvre.

Appel à la liste complémentaire de la cat C : information faite auprès des candidats, appel à l'ENFIP pour le classement.

Transfert de la Douane en Moselle : beaucoup de transferts se sont déjà bien passés (BNA TGAP...).

Réponses de la CGT

***FDS et sur les menaces sur les agents** : il existe des cas pour les agents qui contrôlent et ces agents se sentent seuls. La CGT rappelle que les directeurs peuvent faire des lettres aux usagers, comme dans le contrôle fiscal, pour condamner les insultes par mel.*

***HMI** : la CGT a bien noté le refus et ne voit pas où sont les problèmes techniques : Webinaires y compris par tel portable ou ouverture des flux sur YouTube sont possibles (ex : vœux des ministres). En fait la CGT considère que la direction générale ne souhaite pas le faire, les problèmes techniques évoqués sont mal venus dans la période.*

Réponses de la direction générale

Sur les vidéos : si le message pré-enregistré est déposé sur Ulysse, chacun le télécharge, cela peut prendre du temps mais ensuite la vidéo est lisible. Ce qui est beaucoup plus consommateur, c'est le streaming. Cela peut engorger le flux local.

Taille des messages SYMPA : une centaine de milliers d'agents recevant des messages de toutes les OS peut faire souffrir les messageries.

HMI : « ce n'est pas une fin de non-recevoir : dites-nous concrètement ce que vous souhaitez. On verra ce qu'il est possible de faire avec nos capacités techniques. On va vous proposer une date de réunion pour vous dire ce qui est possible techniquement ». ***Dont acte !***